

Chez Bayer et Inbev, cela a réussi; Chez Carrefour aussi, on peut obliger la direction à retirer son plan!



La direction de Carrefour a stupéfait tout le monde avec son «plan de sauvetage». Si cela ne dépend que d'elle, 21 magasins seraient fermés et au moins 1.672 travailleurs licenciés collectivement d'ici au 30 juin. Le personnel des hypermarchés restant passerait sous une autre commission paritaire, moins favorable. Les salaires seraient gelés plusieurs années index compris, ce qui est illégal. Les primes pour les heures comprises après 18h et pour travailler le week-end seraient diminuées, le quart d'heure payé serait supprimé, de même que les congés propres à Carrefour. Mais cela ne dépend pas obligatoirement de la direction. A Bayer (chimie) et Inbev (brasserie) aussi, les directions ont voulu faire chanter les travailleurs. Dans les deux cas, elles ont finalement dû retirer leurs plans.

Les arguments de la direction sont faux

L'argument le plus important de la direction de Carrefour est la perte de parts de marché: 33% en 2001 contre moins de 25% maintenant. D'innombrables raisons sont données. Le groupe n'a pas eu de stratégie claire, la direction française a sous-estimé la concurrence de Colruyt, le personnel serait trop cher, la formule des hypermarchés avec produits alimentaires et non-alimentaires serait dépassée et la direction aurait commis des erreurs en vendant des bâtiments et en sous-traitant la logistique et l'informatique. Certaines parmi ces raisons sont incontestables. Les reproches des syndicats face au projet commercial de la direction ne comptent pas pour rien. La vente de bâtiments et la sous-traitance de la logistique et de l'informatique rapportent de l'argent à court terme mais, après quelques temps, cela ne fait qu'augmenter les frais.

On trouve cependant une constante dans la politique de Carrefour: c'est à chaque fois au personnel de payer. Ces dernières années toute une série de plans



d'assainissements ont eu lieu. L'effectif a diminué de 17.400 en 2004 vers 14.650 en 2008. Pour comprimer les frais, la direction néglige le service à la clientèle. Les magasins sont souvent sales, avec de longues files d'attente, des rayons parfois désordonnés, et faire appel à l'aide du personnel nécessite une solide dose de patience. Résultat: après quelques temps, les clients ne reviennent plus. En outre, Carrefour a fermé de nombreux magasins (16 en 2007) et en a franchisé d'autres. La chaîne a aussi initié un nouveau projet à Bruges. Là, le personnel ne tombe plus sous la commission paritaire 312, celle des supermarchés, mais sous la CP 202.01, celle des épiciers. Il s'agit d'une économie de 25% sur les coûts salariaux!

Tout ne va d'ailleurs pas si mal chez Carrefour; la seconde chaîne de supermarchés au monde derrière Wall-Mart. Bien que les profits aient baissé de 70% en 2009, à cause de la crise mais de «charges de restructurations» d'un milliard d'euros, le profit net était quand même de 385 millions d'euros (1,27 milliard d'euros en 2008). La contribution de Carrefour-Belgique était alors de 66 millions d'euros. Fin décembre, juste avant l'annonce de son plan, la direction a transféré la réserve de Carrefour-Belgique - d'un milliard d'euros - vers une entreprise-sœur spécialement conçue à cet effet. La maison-mère de Carrefour, GMR, détient d'ailleurs un centre de coordination en Belgique qui a réalisé un profit de 381 millions d'euros en 2008, taxés de 33.225 euros. Cela revient à un taux d'imposition de 0,008 %!

N'y a-t-il plus rien à faire?

C'est la réaction que l'on entend à gauche et à droite. Le Parti Socialiste de Lutte n'est pas d'accord. Fin de l'année dernière, lorsque la direction de Bayer a voulu économiser 10% sur le dos des travailleurs, le quotidien flamand *Gazet van Antwerpen* titrait: économiser ou fermer! Tant la direction de Bayer que le patronat de la chimie à Anvers et le gouvernement flamand se plaignaient ensemble de «l'attitude irresponsable de la délégation syndicale». Celle-ci a refusé de travailler une minute de plus ou de concéder le moindre centime. Sur le lieu de travail, elle expliquait que chaque minute de travail en plus pourrait couter l'emploi d'un collègue et que chaque centime d'économie serait saisi par le patron pour payer les primes de départ. 25 réunions du personnel ont été organisées, tout le monde s'est serré les coudes, les collègues des autres entreprises chimiques et les collègues allemands ont été contactés. Finalement, Bayer a dû retirer l'entièreté de son plan et promettre de nouveaux investissements.

A InBev, les syndicats ont bloqué l'entreprise pendant des semaines puisqu'ils avaient l'opinion publique derrière eux et pouvaient compter sur la solidarité des collègues d'InBev des Pays-Bas, du Luxembourg, d'Allemagne et même du Brésil. La direction n'a rien pu faire d'autre que de retirer tout son plan. A Carrefour aussi, c'est possible. Maintenant déjà, l'opinion publique est clairement du côté des travailleurs. Généralement, la clientèle est compréhensive et les collègues des autres chaînes de supermarchés savent très bien que si les salaires reculent à Carrefour, les leurs suivront. Le potentiel est énorme mais, tout comme à Bayer et à InBev, il faut une stratégie consciente pour pleinement le saisir.

Les grèves spontanées et la grève d'aujourd'hui illustrent que le personnel est prêt à se mettre en action. Nous avons démontré que nous n'allons pas laisser le champ libre à la direction. Mais il faut se préparer à un conflit pouvant durer des semaines, voire des mois. Pourquoi ne pas annoncer largement à l'avance, un mois ou même 6 semaines, une journée nationale de grève liée à une manifestation nationale? Nous pourrions distribuer des tracts avec cet appel à chaque caisse de Carrefour, et pourquoi pas aux collègues des autres chaînes. A Carrefour, nous pourrions toutes les heures ou toutes les deux heures donner des explications par les haut-parleurs du magasin et faire appel à la solidarité avec le personnel. Nous pourrions bombarder les magasins de calicots, d'affiches et de drapeaux. Tout en travaillant, nous pourrions motiver nos collègues et nos clients

durant 6 semaines pour s'impliquer activement. Nous pensons qu'une manifestation massive de 100.000 travailleurs en solidarité avec ceux de Carrefour n'est pas seulement possible, mais aussi nécessaire pour faire reculer la direction.

Si une direction locale oserait retirer les calicots, les affiches ou les drapeaux, saisir nos tracts ou nous interdire l'utilisation du micro, nous pourrions de suite partir en grève. Lorsque le patron d'InBev a menacé de faire appel à des huissiers pour casser les blocages, les travailleurs ont menacé d'immédiatement partir en grève générale. Finalement, la direction a décidé de ne recourir ni aux astreintes, ni aux huissiers et elle a retiré tout son plan. Faisons pareil.

Solidarité internationale

Non seulement en Belgique, mais également partout en Europe et ailleurs, les travailleurs sont prêts à partir en action. Partout, des travailleurs partent en grève et en manifestation parce qu'ils ne sont pas prêts à payer les conséquences d'une crise financière dont ils ne sont pas responsables: ce sont les banquiers et les spéculateurs. Pourquoi ne pas demander aux collègues de Carrefour-France ou d'ailleurs d'organiser ce même jour une interruption de travail symbolique en solidarité avec les travailleurs en Belgique?

Appel à la clientèle

Nous appelons tous les clients de Carrefour à systématiquement exprimer leur solidarité avec le personnel. C'est possible au piquet, mais aussi dans le magasin même en exprimant sa solidarité, y compris à la caisse. Ne nous battons pas entreprise par entreprise, saisissons l'occasion de Carrefour pour généraliser nos luttes

- Du respect pour les travailleurs
- Retrait total du plan de la direction
- Maintien de chaque emploi
- Non au démantèlement de nos acquis sociaux.



www.socialisme.be
02/345.61.81